



Déclaration de la CGT à l'ouverture du CSE du 21/01/2021

AÉROPORTS DE PARIS S'il y a bien une chose qui ne change pas et ce quelque soit la période, ce sont bien les choix politiques de l'Etat et ses orientations dans les entreprises où il est encore majoritaire.

Choix qui consiste à détruire notre modèle social, premier acte marquant du quinquennat Macron avec les ordonnances de 2017 sur le code du travail.

Ordonnances à l'œuvre aujourd'hui qui permettent à la direction d'exercer un chantage sur l'emploi et les salaires que ce soit avec l'APC ou le PSE.

La direction tente de justifier son projet en évoquant la nécessité de baisser les charges pour faire face à l'avenir.

Les charges pour elle : ce sont les salariés, le fameux coût du travail brandit par le patronat, puisque la majeure partie du plan d'économie est supporté par les salariés.

Salariés qui assurent quotidiennement le fonctionnement de nos aéroports ou qui sont contraints et qui subissent depuis un an des baisses de salaire considérables. Salariés inquiets, écœurés de voir que dans l'entreprise qu'ils ont développé et fait prospérer, la direction est incapable de partager le travail et de proposer autre chose que la régression sociale.

Salariés qui n'ont plus confiance dans cette direction qui manipule les chiffres et travestit la réalité pour mieux les accabler.

Ainsi quand le PDG déclare qu'ADP a emprunté 4 milliards d'euros pour payer nos salaires, il oublie de dire que c'est surtout pour payer les investissements financiers pour plus d'1,5 milliards d'euros. Et de préciser que la direction était prête à sortir plus de 100 millions d'euros pour acquérir une entreprise il y a encore 2 semaines.

Aux milliers de postes supprimés depuis 2006 au moment où l'entreprise était galbée pour le développement, viennent s'ajouter les autres milliers que la direction compte supprimer avec la RCC ou le PSE.

Les milliards d'euros versés aux actionnaires dans l'ADP d'avant, le seront après puisqu'aucun engagement n'a été pris par l'Etat ou même proposé par le PDG plus prompt à appliquer la préparation de la privatisation d'ADP.

En poursuivant cette logique destructrice d'emplois, de salaires, de conditions de vie pour des milliers de femmes et d'hommes, l'Etat et la direction prennent le risque d'un affrontement social sans précédent.

Les Organisations syndicales ont déjà accepté beaucoup de choses depuis un an et étaient prêtes à discuter avec la direction pour trouver des solutions acceptables. La mise en œuvre

21/01/2021

de la RCC en est le meilleur exemple et représente déjà un plan social important qui permet à la direction de réaliser de substantielles économies sur la masse salariale.

Nous alertons la direction et l'actionnaire majoritaire sur le risque qu'ils font peser sur l'avenir d'ADP et du transport aérien.

La CGT s'oppose fermement à ce PSE et appelle tous les salariés à se mobiliser pour résister contre ce plan antisocial totalement en décalage avec les besoins sociaux et humains qui n'ont jamais étaient aussi cruciaux.

L'aéroport de demain ce sont les salariés.